Décision n° 4347 – Commune de la Roquette-sur-Siagne c/ Préfecture des Alpes Maritimes

Séance du 2 juin 2025

Lecture du 7 juillet 2025

Une société civile immobilière a obtenu un permis de construire en vue de construire un ensemble de logements dans un secteur du territoire de la commune de La Roquette-sur-Siagne couvert par un programme d'aménagement d'ensemble. Le permis de construire prévoyait le montant de la participation mis à la charge de la société au titre du financement des équipements publics dans ce secteur. Par jugement d'un tribunal administratif, confirmé en appel, les titres de recettes émis par le maire de la commune ont été annulés et la société déchargée de l'obligation de verser les sommes en cause.

La commune a alors demandé au directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes d'assujettir la société à la taxe locale d'équipement, ce qu'il a refusé de faire. Saisi par la commune d'une demande tendant à l'annulation de cette décision de refus, le tribunal administratif de Nice l'a rejetée comme portée devant un ordre de juridiction incompétent pour en connaître. A son tour saisi de la même demande, le juge de l'exécution du tribunal judiciaire de Nice l'a également rejetée en déclinant la compétence de la juridiction judiciaire.

Saisi de ce conflit négatif en application de l'article 37 du décret n° 2015-233 du 27 février 2015, le Tribunal des conflits énonce que la compétence de la juridiction administrative pour connaître d'un recours formé par une collectivité territoriale à l'encontre d'une décision de l'Etat refusant d'assujettir le contribuable à des impôts, contributions, droits et taxes établis et recouvrés par l'Etat, dont le produit revient à ladite collectivité territoriale. Il précise que cette compétence vaut, quel que soit l'ordre de juridiction compétent pour connaître, sur recours du contribuable, du contentieux d'assiette de cette imposition.

Le Tribunal avait déjà jugé que les créances que l'Etat, qui assure l'établissement et le recouvrement des impôts, contributions, droits et taxes est susceptible, à la suite d'une décision de restitution de droits et taxes acquittés par un contribuable, de détenir sur une collectivité territoriale bénéficiaire des sommes recouvrées ne constituent pas elles-mêmes des créances de nature fiscale et que les litiges relatifs à de telles créances opposant l'Etat à une collectivité territoriale relèvent de la compétence de la juridiction administrative, alors même que seraient en cause des droits et taxes dont le contentieux d'assiette relève de la compétence des juridictions de l'ordre judiciaire (TC 10 février 2025, Ville de Paris c/ DRFiP d'Ile-de-France, n° 4333).

Il peut être déduit de ce précédent et de la présente décision, que les règles de compétence figurant à l'article L. 199 du livre des procédures fiscales ne valent que si le contribuable est partie au litige.

En l'espèce, le Tribunal retient la compétence de l'ordre administratif.